

INTERVIEW

« Relever le plafond du Livret A est une très mauvaise idée », estime la Fédération bancaire

Hausse des taux d'intérêt, débat budgétaire, compétitivité européenne... En cette rentrée houleuse, le président de la Fédération bancaire française, Olivier Gavalda, revient dans un entretien aux « Echos » sur les enjeux pour le secteur bancaire.



Olivier Gavalda, directeur général de Crédit Agricole SA, assure pour un an la présidence tournante de la Fédération bancaire française. (Photo Lafontan-Seignette)

Par **Ingrid Feuerstein**, **Krystèle Tachdjian**, **Gabriel Nédélec**

Publié le 28 sept. 2026 à 07:00

 **PREMIUM** Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Alors qu'il vient de commencer un mandat d'un an à la tête de la Fédération bancaire française (FBF), Olivier Gavalda, directeur général **de Crédit Agricole SA**, s'exprime sur les défis auxquels sont confrontées les banques françaises en cette rentrée marquée par une flambée des taux et une affluence de propositions lancées dans le débat budgétaire en

amont de la campagne présidentielle. Garantie publique, impact de la hausse des taux, enjeux européens, concurrence de Revolut... Le dirigeant du géant mutualiste fait le point et défend l'action des banques dans ce climat de tensions sociales. « Vous ne verrez pas un projet solvable en France qui ne trouve pas de financement », affirme-t-il.

Entre la conjoncture en berne, les taux d'intérêt en hausse et le démarrage de la campagne présidentielle, les banques françaises font face à un environnement toujours plus incertain. Cela vous préoccupe-t-il ?

Effectivement, la conjoncture en France n'est pas dans un momentum favorable, mais les difficultés viennent plutôt des tensions inflationnistes et de l'impact du prix du pétrole que de la campagne en France qui commence à peine. Nous voyons bien les impacts de la moindre croissance française : la demande de crédit ralentit du fait notamment de la hausse des taux d'intérêt. Il y a aussi une dimension psychologique liée au climat d'incertitude, qui freine les financements.

Quel rôle doivent jouer les banques dans ces périodes de tensions sociales ?

En réalité, les entreprises affichent aujourd'hui un niveau de satisfaction très élevé à l'égard de leur banque. Vous ne verrez pas un projet solvable en France qui ne trouve pas de financement. C'est pareil pour le crédit immobilier : à part certaines règles qui nous contraignent, nous finançons les projets.

La FBF publie aujourd'hui des propositions à l'attention des candidats à la présidentielle. Comment allez-vous vous adresser aux extrêmes, qui risquent de peser davantage dans cette campagne que par le passé ?

Pour Crédit Agricole, j'ai toujours dit que je recevrais tous les candidats qui le demanderaient. Si on nous demande comment nous voyons l'économie tourner, nous le

ferons.

« Annuler la dette est une idée aussi séduisante et vendeuse qu'inapplicable. »

Que répondez-vous à ceux qui proposent d'annuler en partie la dette française ?

C'est une idée aussi séduisante et vendeuse qu'inapplicable. Cela ne marche pas. Vous ne pouvez pas traiter des porteurs de dette, qui ont reçu les mêmes titres, avec la même valeur, de manière inégale quelques mois ou années plus tard. Ceux qui nous prêtent, français ou étrangers, publics ou privés, ne le feront plus, et pendant longtemps. Quand vous faites ce qu'a fait la Grèce, en décotant vos titres, donc en réduisant leur valeur, vous mettez des années à vous en remettre, financièrement, économiquement, socialement...

LIRE AUSSI :

- **Présidentielle 2027 : Mélenchon règle ses comptes avec les détracteurs de son projet économique**
- **ANALYSE – Les taux d'intérêt flambent et la BCE regarde ailleurs... Jusqu'à quand ?**

Vous diriez que la France pourrait se retrouver dans un scénario similaire à celui de la Grèce ?

Non, nous n'avons ni les mêmes économies ni le même marché. Les institutions françaises sont solides et reconnues comme telles par les investisseurs, et notre économie est diversifiée et résiliente. Je le constate régulièrement lors de mes « roadshows » à l'international. Et puis, le niveau de l'épargne en France est élevé, déjà investie en dette française à travers plusieurs produits.

Quel que soit le gouvernement - ce n'est pas une question de couleur politique -, **il me semble nécessaire de s'attaquer à la gestion des finances publiques** pour éviter de

rentrer dans un cycle de surendettement. Je ne crois pas aux prophéties de type « Le FMI va débarquer ». Mais sans prise en compte réelle du sujet, le risque d'une dégradation de la situation ne peut être écarté.

Est-on à la merci des fonds spéculatifs ?

Je ne crois pas. **Jouer sur la dette française**, c'est beaucoup plus compliqué ; les montants sont conséquents. En tout cas, **l'Agence France Trésor n'a pas de mal aujourd'hui à placer la dette française**. Elle le fait simplement à des taux plus élevés **du fait notamment d'une compétition intense**. L'Allemagne aussi émet des montants importants ; les grandes entreprises américaines se refinancent : il y a encombrement. D'où la prime de risque.

« Le mécanisme de garantie publique pour financer les candidats à la présidentielle est complexe à mettre en place. »

Où en sont les discussions sur une garantie publique pour financer les candidats ?

C'est un sujet important pour la démocratie et pour la vie politique française. Je comprends cependant que le mécanisme de garantie bancaire est complexe à mettre en place. C'est un problème de vie publique, c'est donc aux pouvoirs publics d'y répondre, via Bpifrance ou la Caisse des dépôts.

Pour une entreprise privée, c'est trop sensible, du fait des clivages dans l'opinion : il a suffi que je dise que Crédit Agricole était prêt à financer tous les candidats s'il y avait une garantie publique pour que des clients nous disent : « Si vous financez un tel ou un tel, je ferme mon compte. » C'est ingérable pour nous. Crédit Agricole compte 25 millions de clients en France, nous représentons donc toute la diversité des opinions et des choix politiques du pays.

Le Livret A peut-il être une cible dans cette campagne ? Que pensez-vous de l'idée de relever son plafond ?

C'est une très mauvaise idée. D'abord, sur le plan des finances publiques, relever le plafond, par exemple à 30.000 euros, **ferait instantanément grimper l'encours**, ce qui représenterait des intérêts qui échapperaient à l'impôt. Ensuite, contrairement aux idées reçues, ce n'est pas de l'épargne populaire. Les clientèles aisées sont celles qui sont déjà au plafond. Cette mesure leur profiterait donc en priorité.



L'Agence France Trésor place la dette française à des taux de plus en plus élevés. (Photo iStock)

Et puis, l'argument selon lequel il faudrait absolument flécher l'épargne vers le financement de la transition est également faux. La réalité c'est que l'on manque de projets. Ce qu'il faut, c'est libérer la capacité d'entreprendre. J'attends toujours que les ministères me donnent la liste des projets viables dans la défense ou l'écologie qui ne trouvent pas de financement.

On entend parfois les politiques dire qu'il y a « de l'argent qui dort » en France. C'est un mythe. En tant que banquier, je n'ai pas assez d'épargne pour financer tous les crédits à l'économie française et européenne. Les banques doivent aller emprunter en Asie ou aux Etats-Unis.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Pourquoi le risque politique pourrait faire descendre les banques françaises de leur petit nuage**
- **DECRYPTAGE - Peur sur la dette : les taux français au plus haut depuis 18 ans avant même le débat sur le budget**

Le modèle de crédit immobilier à taux fixe à la française est-il en danger ?

Pour les régulateurs, sur le crédit immobilier à taux fixe, **nous sommes le vilain petit canard de l'Europe**. Si les règles prudentielles de Bâle IV continuent de pénaliser le crédit immobilier français en exigeant environ deux fois plus de capital, nous devons tout simplement arrêter le taux fixe.

Les Français ont pourtant été davantage protégés que leurs voisins européens lors de la crise de 2022 ; ils ont évité des hausses de mensualités de 350 à 400 euros qui ont été absorbées par les banques, à l'inverse de ce qui s'est passé au Royaume-Uni par exemple.

C'est vertueux pour les emprunteurs, mais pénalisant pour les banques en période de hausse des taux. Pourquoi vous battre pour ce modèle ?

Probablement parce que les deux tiers des financements de l'économie française sont portés par des banques françaises qui sont mutualistes. Notre risque immobilier est quasiment à zéro, même si les régulateurs européens refusent de le reconnaître en critiquant nos modèles.

La situation est tout à fait gérable tant que la hausse des taux n'est pas brutale comme en 2022 et suffisamment anticipée dans notre gestion actifs-passifs (ALM). Nous comptons sur les politiques français pour nous aider à défendre ce modèle dans les instances de gouvernance européennes.

LIRE AUSSI :

- **Les grands banquiers européens demandent à Bruxelles « une action urgente et structurelle pour renforcer l'économie »**
- **DECRYPTAGE - Banques : l'Europe prête à revenir sur le plafonnement des bonus**

Le rapport de Bruxelles sur la compétitivité bancaire va-t-il dans la bonne direction ? Les propositions législatives sont attendues au premier trimestre 2027...

On commence à avoir des bonnes « vibrations » de la Commission **sur le sujet de l'accroissement des demandes de fonds propres supplémentaires**. Je rappelle notre position : l'enjeu n'est pas d'en avoir moins qu'aujourd'hui mais de cesser de nous en imposer toujours davantage alors que d'autres pays ont arrêté d'accroître leurs exigences et, pour certains, les ont même réduites. Sinon, nous financerons moins de projets, tout simplement.

Les Américains ont décidé de réduire de 5 % les contraintes prudentielles, ce qui représente plus de 2.000 milliards de dollars de capacités de financement supplémentaires pour les banques. Si l'Europe va jusqu'au bout de la réforme Bâle IV en 2032, ce sera 13 % d'exigences en plus pour les banques européennes, soit près de 2.000 milliards de financements en moins. Etant donné que 80 % des financements en Europe passent par les banques, cela aura forcément des impacts. Ou alors le financement passera par des fonds de dette et des hedge funds.

« Pour être pleinement une banque, il faut des fonds propres conséquents pour financer l'économie, il y a des règles prudentielles. »

Les acteurs historiques sont de plus en plus sous pression des banques digitales. Voyez-vous Revolut comme une vraie banque ?

Avant toute chose, je ne m'exprime pas sur un acteur en particulier, encore moins sur un membre de la FBF. Pour être pleinement une banque, il faut des fonds propres conséquents pour financer l'économie, il y a des règles prudentielles, etc. Je n'ai jamais sous-estimé ces concurrents. Maintenant, c'est beaucoup plus compliqué de faire du crédit que de donner une carte bancaire gratuite et d'ouvrir un compte. S'ils y arrivent, tant mieux, cela mettra de la concurrence dans le système. Mais aujourd'hui les banques historiques sont aussi capables d'ouvrir des comptes en quelques minutes. Elles ont beaucoup progressé sur ce plan.

Vous ne craignez pas qu'ils viennent grignoter votre marché sur les crédits les plus faciles et vous laissent les plus complexes ?

Les crédits les plus complexes seraient de fait plus chers. Toutes les banques ont développé leur propre banque digitale pour justement être dans le schéma concurrentiel global. Quant au financement de l'économie même en période difficile, comme ce fut le cas lors du Covid, vous pouvez compter sur moi pour que tout le monde joue le jeu. Sinon, c'est de la distorsion de concurrence.

La révolution de l'IA se traduit déjà par des plans d'économies massifs dans les banques. Quelles perspectives pour l'emploi dans le secteur bancaire ?

Dire que cette technologie n'aura pas d'impact sur l'emploi serait complètement irresponsable. Depuis toujours, la responsabilité d'une entreprise, c'est notamment d'optimiser sa productivité et son efficacité parce que le jeu de la concurrence est ouvert. Mais l'humain gardera un rôle central, car aujourd'hui, c'est lui qui est en mesure de poser la bonne question à l'IA. L'IA ne pose pas de question.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - « C'est vertigineux, le contentieux a explosé » : les banques sous pression après la déflagration des fuites de données à répétition**

Cela me rappelle les années 1980 lorsque, avec l'arrivée de l'informatique, certains prédisaient à la banque le même destin que la sidérurgie. Cette prédiction s'est révélée complètement fausse. En réalité, il y a eu beaucoup de recrutements à l'époque. Les métiers se sont transformés : les effectifs sont passés des agences vers les fonctions informatiques.

L'IA facilite aussi le travail des fraudeurs...

Il y a une nouvelle génération de fraude, effectivement, aidée par l'IA. A ma connaissance, pour le moment, les forteresses que nous avons érigées sont restées inviolables. C'est primordial, car cela touche au capital confiance des banques, qui investissent des sommes colossales en matière de lutte contre la fraude et de cybersécurité. Il faut cependant relativiser. Si l'on regarde **la fraude par rapport au montant total en circulation**, le taux de fraude diminue. On est même au plus bas niveau jamais enregistré.

Avez-vous accès à Mythos, le modèle d'Anthropic capable de détecter les failles ?

Non, toujours pas. Mais quoi qu'il arrive, ces technologies changent la donne en matière de cybersécurité. Une attaque, aujourd'hui, va beaucoup plus vite qu'hier. **Pour combler les failles, il faut donc aller très vite aussi.** Ce n'était pas le cas il y a encore quelques mois, quand vous aviez plusieurs semaines pour déployer des correctifs.



L'intelligence artificielle complique le travail des banques dans la lutte contre la fraude. (Photo iStock)

Sommes-nous à l'aube d'un nouveau mouvement de consolidation bancaire en Europe ?

Je le pense. Parce qu'une consolidation est nécessaire pour accompagner les investissements indispensables à l'économie européenne. Il faut des banques plus puissantes, plus fortes, au service de l'économie européenne. Et comme je vous le disais, **certains obstacles tombent à Bruxelles**. On prend conscience que les banques font partie de la solution. Et en l'occurrence, la Banque centrale européenne est un acteur encourageant.

Quels sont les obstacles restants ?

Les mêmes mécanismes que ceux observés lors de la construction européenne sont à l'oeuvre. Les banques étant des acteurs stratégiques, il est compréhensible que certains Etats s'interrogent sur les conséquences d'un changement d'actionnariat, notamment quant à l'utilisation de l'épargne nationale. Ces préoccupations expliquent en partie les réticences qui demeurent à l'égard d'une intégration plus poussée des marchés de capitaux.

ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER « LES ECHOS DE LA BANQUE »

Recevez chaque vendredi les informations exclusives et les décryptages de nos spécialistes du secteur bancaire > [S'inscrire](#)

APPROFONDISSEZ CE SUJET

Interrogez l'Assistant IA des Echos : la seule IA ayant accès à 100% de nos articles

- ✦ Pourquoi les banques s'opposent-elles au relèvement du plafond du Livret A ?
- ✦ Quel est le rôle du président de la Fédération bancaire française ?

Ingrid Feuerstein, Krystèle Tachdjian et Gabriel Nedelec

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Crédit Agricole

Taux d'intérêts

Crédit immobilier

Epargne

